



## « C'est le capitalisme qui vient mettre ses griffes et nous prendre le plaisir de vivre »

*Paroles de conducteur de bus en grève*

---

***Les politiciens de tous bords défilent et rivalisent, d'un côté à qui sera le plus à droite et le plus abject dans le nationalisme et le racisme, de l'autre à qui sera le plus écolo et faiseur de promesses sans lendemain, tous pour défendre l'« industrie nationale », c'est-à-dire le monde du patronat, dont les multinationales françaises et leurs sous-traitants.***

***C'est pourtant la course aux profits de ces patrons qui est responsable de la vraie insécurité dans laquelle nous vivons, qui se solde aujourd'hui par 8,9 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, un nombre qui augmente.***

---

### ***Travailler plus pour gagner moins ?***

Pour augmenter ses profits, le patronat a trois moyens bien rodés : faire travailler plus longtemps, faire travailler de façon plus intense, payer moins de salaire... ou les trois panachés. Dans tous les cas, c'est une dégradation de nos conditions de travail et de vie.

En n'augmentant le Smic que du minimum réglementaire, le gouvernement vient d'encourager les patrons à ne pas augmenter les salaires. Pourtant l'inflation se met à galoper, en particulier avec les hausses du coût de l'énergie. Pourtant beaucoup d'entre nous n'ont pas vu leur salaire augmenter depuis dix ans.

Et une nouvelle offensive contre les salaires se dessine, par le biais d'un vol sur le temps de travail. Si les bus Transdev d'un certain nombre de villes sont à l'arrêt, c'est qu'une grève s'y développe depuis début septembre. La colère a éclaté contre une arnaque patronale brutale : ne plus considérer comme du temps de travail, payé comme tel, des temps de pause ou des coupures liées à l'activité – pendant lesquelles pourtant les chauffeurs restent en charge de leur bus et de leurs responsabilités professionnelles. Donc ne plus les payer, ou les sous-payer, avec à la clé des pertes de 400 à 500 euros mensuels et des allongements d'amplitude de travail. Comme si un vendeur ou une vendeuse

n'était plus payé le temps passé dans le magasin, mais le temps strict passé à vendre un jean. On en reviendrait à un genre de travail aux pièces ?

### ***Pas un cas isolé***

Voilà pourquoi des bus de Transdev ne roulent plus. Voilà pourquoi – les mêmes causes produisant les mêmes effets – d'autres grèves ont éclaté : celle des éboueurs de Marseille ; celle de travailleuses et travailleurs de Bergams à Grigny (91), fabricant de sandwiches et plats cuisinés pour Air France et Starbucks, où un « accord de performance collective » (APC, une arme offerte par Macron en 2017) a entraîné une baisse de salaire d'au moins 200 euros. Chez Renault aussi, un nouvel accord dit « de compétitivité » ferait sauter le paiement de pauses journalières...

Dans les transports où la grève s'étend, les patrons ne sont pas de petits grigous mais de gros prédateurs. Trois géants se partagent le marché des transports en commun routiers : Transdev (Caisse des dépôts), Keolis (SNCF) et RATP-Dev, tous les trois à capitaux majoritairement publics. Et leur offensive a pour prétexte l'« ouverture à la concurrence » dans la région Île-de-France, avec de nouveaux appels d'offres par lesquels les patrons voudraient faire accepter aux syndicats les pires conditions. Ce qui est sur rail aussi à la SNCF.

### ***Sixième semaine de grève à Transdev***

Paroles de grévistes : « On est en 2021 : on devrait moins travailler qu'avant ! Mais on travaille plus et on gagne moins. » Les grévistes de Transdev demandent des journées de huit heures maximum. Une revendication déjà portée il y a plus d'un siècle, en... 1886, par le mouvement ouvrier en plein essor.

Dans leur lutte, les grévistes de Transdev reprennent le temps que les patrons leur volent, et construisent le rapport de force capable d'imposer à ces derniers une diminution du temps de travail. Ils n'attendent pas 2022 pour faire de la politique : ils élaborent ensemble ce que devrait être leur travail mais aussi leur vie.

Et si nous toutes et tous, tous ensemble, on montait dans ce bus-là ?

### **Sécable permanente pas question**

La direction a fait annoncer en brief qu'elle veut nous mettre en sécable tous les jours à partir de novembre, tout en changeant en notre défaveur nos jours de repos.

Face au tollé, elle fait mine de reculer, mais sans garantie. Le mois de novembre est habituellement parmi les plus chargés, mais les économies de personnel sont tout ce qui préoccupe La Poste.

Pas question pour nous d'accepter que les collègues en intérim perdent leur boulot.

### **La Poste s'attaque à notre droit de grève**

La Poste fait passer le message qu'elle retirera les dimanches et jours de repos sur les salaires en cas de grève la veille. Elle prétend s'appuyer sur un arrêt de 1978 qu'elle réinterprète à sa sauce pour nous mettre la pression.

Ce n'est pas ça qui va nous arrêter pour contester sa politique anti-sociale et nous comptons bien ne pas laisser passer cette nouvelle attaque.

Nos jours de grève, c'est à nous de les décider.

### **Résultat de l'exploitation**

La Poste a présenté sa « trajectoire financière » pour les années qui viennent. Entre baisse annoncée du courrier, hausse des colis et nouveaux services, qu'elle veut accompagner de suppressions d'emplois, il y a une chose qu'elle prévoit de faire monter en flèche : ses bénéfices, qu'elle veut tripler entre 2021 et 2025.

À nous d'imposer une autre trajectoire en défendant nos emplois et nos salaires.

### **Fin des tests gratuits**

À partir du 15 octobre, il faudra déboursier 44 euros ou attendre d'avoir une ordonnance pour vérifier si on a le Covid ou non, preuve s'il en fallait encore que Macron est loin d'être le garant de la santé publique qu'il prétend être.

Mais d'ailleurs, les tests ont-ils jamais été gratuits ? En 2021, ils rapporteront 6,2 milliards d'euros aux labos d'analyse médicale, sans aucune transparence sur les coûts de revient, payés par la sécurité sociale, c'est-à-dire par nos cotisations. En résumé, nous payons, ils empochent.

### **L'écologie a bon d'eau**

Sous prétexte d'éviter la vente de bouteilles en plastique, McDo vend désormais des gobelets en carton remplis... d'eau du robinet filtrée.

Vendus sept euros le litre, les profits coulent de source.

### **Italie : criminaliser la solidarité**

Domenico Lucano, ancien maire d'un village de Calabre, vient d'être condamné en première instance à treize ans de prison. Ce n'est ni un mafieux, ni un escroc. On lui reproche d'avoir accueilli à bras ouverts dans son village des centaines de migrants et de les avoir aidés à s'intégrer en créant notamment des coopératives.

En agissant ainsi, il aurait outrepassé nombre de réglementations qui restreignent l'accueil et l'emploi des migrants. De plus il se voit demander le remboursement de 500 000 euros de fonds européens utilisés pour permettre à ces hommes et ces femmes de retrouver une vie digne.

À aucun moment les enquêteurs n'ont trouvé trace d'un enrichissement personnel quelconque. Ses partisans se mobilisent pour son acquittement.

### **« Si les hommes accouchaient, le problème serait réglé »**

Les sages-femmes étaient des milliers, venues de toute la France, à manifester à Paris le 7 octobre pour leur sixième journée de mobilisation depuis le début de l'année. Parmi les slogans, on pouvait aussi entendre et lire sur les pancartes : « *Les sages-femmes se saignent – Stop à l'hémorragie* » ou « *Sexisme d'État : si les hommes accouchaient, le problème serait réglé* ». Elles dénoncent une situation dangereuse pour les femmes, en raison du sous-effectif généralisé.

Leurs revendications sont connues et concernent tous les travailleurs : des embauches et des augmentations de salaire. Soutien aux sages-femmes en colère !

### **Rendons hommage... à ceux que Tapie a licenciés**

Médias, responsables politiques, monde des affaires, jusqu'aux notables de Marseille, tous se sont bousculés pour « rendre hommage » à Tapie. La société capitaliste célèbre l'un des siens.

Tapie a fait fortune en rachetant des entreprises au franc symbolique, puis en virant les salariés. La Vie Claire, Manufrance, Terrailon, autant d'arnaques qui furent ses titres de gloire. Les salariés de l'usine Wonder, fabricant de piles, en firent les frais. Tapie la rachète en 1984 et licencie immédiatement 519 ouvrières et ouvriers. L'action Wonder fait alors un bond de 560 %.

Nos hommages vont à ceux qui, hier comme aujourd'hui, chez Wonder et partout ailleurs, ont lutté et luttent contre les licenciements et les patrons voyous, dont Tapie n'était qu'un des plus tapageurs.

